



Marc Francioli

Jacques
SOUSTELLE

L'ami qui a défié
DE GAILLE

éditions du
ROCHER

Jacques Soustelle

Collection dirigée par Daniel Hervouët

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© 2015, Groupe Artège
Éditions du Rocher
28, rue Comte Félix Gastaldi
BP 521 – 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-26807-748-2
ISBN epub : 978-2-26808-056-7

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nomme Georgette Fagot. De bonne famille, son père n'était-il pas un collaborateur très proche de l'ancien maire de Lyon et ancien résident général de Tunisie, Victor Augagneur ? Elle étudie l'histoire et la géographie. Il a dix-neuf ans, elle en a vingt et un. Pour elle, Jacques Soustelle donne des conférences sur la civilisation romaine et la Grèce antique. Il se montre une nouvelle fois précoce : encore mineur, sa mère donne son consentement, il épouse Georgette Fagot le 5 août 1931 à Caluire.

La découverte de l'ethnologie...

Le mariage ne freine pas les nouveaux époux dans leur boulimie de savoir. Dans le cadre de sa préparation à l'agrégation de Philosophie, Jacques doit choisir une discipline scientifique. Il a déjà une position très arrêtée sur le scientisme qui, d'après lui, apporte des progrès dans sa spécialité mais pas à l'humanité. Il expliquera plus tard que ce n'est pas par rébellion qu'il s'est orienté vers les sciences humaines mais par hasard :

Ce n'est pas tellement une question philosophique ou une position de rébellion, dit-il, c'est mon inaptitude fondamentale et congénitale aux mathématiques. Alors, comme je n'avais aucun goût pour les mathématiques, je me suis tourné vers les sciences humaines. [...] J'ai toujours eu un intérêt, une curiosité pour le monde extérieur, pour les autres pays, pour les autres peuples, on dit qu'il y a un proverbe qui dit « la curiosité tue le chat ». Moi, on m'a souvent fait passer pour un chat mais ça ne m'a pas tué du tout. C'est surtout la curiosité qui fait marcher le chercheur scientifique⁸.

C'est ainsi qu'il a comme enseignant, à Ulm, le professeur Marcel Mauss du Collège de France, sociologue et

anthropologue déjà renommé. Il est, avec Lucien Lévy-Bruhl et Paul Rivet, l'un des trois fondateurs de l'Institut d'ethnologie de Paris en 1925. Dans les archives de l'ENS, on trouve cette appréciation du professeur en date du 28 mars 1931 :

Assiduité réelle et intelligente. Brillant succès à l'examen du certificat d'Ethnologie de la Faculté des Sciences (mention Très bien). Employé au Musée d'Ethnographie du Trocadéro (excellent travail). Prépare son diplôme d'études de Philosophie sur des faits ethnographiques⁹.

Au Musée du Trocadéro, où Jacques travaille comme bénévole avec son épouse Georgette, qui se découvre à son tour une passion pour cette science encore balbutiante, tous deux font la connaissance de Paul Rivet. Le docteur Rivet sera, pendant de nombreuses années, le maître de Jacques, son mentor, sa conscience, son « père » intellectuel. Il forgera techniquement, moralement, politiquement au sens large ce jeune homme de moins de vingt ans qui fait déjà partie de l'élite de la Nation et est reconnu comme tel. Jacques Soustelle raconte :

Paul Rivet était non seulement un ethnologue, un grand savant, un linguiste mais également un animateur. Grâce à lui, profitant de l'exposition (universelle) de 1937 qui a abattu le vieux Trocadéro [...] nous avons pu faire le nouveau Musée. Nous étions une équipe toute petite autour de Paul Rivet, de Georges-André Rivière (le secrétaire général) et une poignée de bénévoles. D'ailleurs c'est ainsi que je suis rentré dans le circuit, parce que j'étais à Normale sup, je ne demandais aucun subside, je ne coûtai rien au Musée. C'est comme ça que j'ai pu travailler tout un temps auprès du professeur Rivet. [...] C'était un vrai bazar au Trocadéro : il y a eu des tas de collections privées qui se sont constituées à base d'objets prélevés sur les collections du Musée¹⁰ !

Enfin libéré de son cursus classique, il lui reste cependant à le parfaire. Jacques a un prochain objectif en tête : non pas une thèse mais deux, de doctorat d'État soutenues en 1937 : « La famille Otomi-Pame du Mexique central » et « La culture matérielle des Indiens Lacandons ». Il ne fait rien comme les autres ! Soustelle est un boulimique du travail ! Il a une capacité inouïe à emmagasiner le savoir, à le digérer et à le restituer avec des mots courants. Il a « l'art d'exposer avec clarté et méthode, sans jamais recourir aux jargons et aux modes qui tiennent trop souvent lieu de pensée à d'aucuns », dira son élève et amie Jacqueline de Durand-Forest.

... pour comprendre les hommes

Mais qu'est donc l'ethnologie, cette science qui n'existe officiellement que depuis moins de cinq ans quand Jacques Soustelle l'a fait sienne ? Est-ce de l'ethnographie, de l'anthropologie, comme le futur savant aimerait qu'elle se définisse ? De la linguistique, de la philosophie, de la sociologie ?

C'est une des nombreuses manières de comprendre l'homme. On peut, à la manière du philosophe, se replier sur soi-même et essayer d'approfondir les données de la conscience, on peut essayer de regarder ce qui dans la vie humaine est plus proche de nous comme nos origines gréco-romaines, on peut essayer d'élargir la connaissance de l'homme pour y inclure même les sociétés qui paraissent les plus humbles, les plus misérables, de manière à ce que rien d'humain ne nous reste étranger.

Il y a aussi des sagesse dans notre société, simplement nous essayons de comprendre qu'il y en a d'autres et que notre sagesse est une parmi cent, parmi des milliers car chacune, sur les quatre ou cinq mille sociétés sur lesquelles nous possédons des informations, représente une sagesse à sa manière et nous ne pouvons pas essayer

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Censure. Tu agis mal ? Forteresse ou poteau.

Pour Soustelle, dans les deux cas, les mêmes mots sont employés, on sublime la doctrine de l'Union sacrée :

La voilà cette Union nationale, Union sacrée ! Des tombes sur lesquelles discourent, grimacent les hommes qui se sont enrichis de tout ce sang répandu. [...] Oui la France a fait l'expérience du fascisme, ou plutôt l'expérience d'une politique intérieure fasciste

Ces petites réflexions sont dédiées aux gens, de moins en moins nombreux à ce qu'il me semble, qui croient encore avec candeur que le fascisme n'est pas possible en France²¹.

Ces premières réflexions politiques officielles d'un jeune homme de vingt-deux ans sont représentatives de la pensée d'une certaine *intelligentsia* française dans ces années où la tourmente rode aux frontières de l'Hexagone, où deux maux mortifères planent sur l'Europe : la guerre et le fascisme. Elles sont également prémonitoires des événements majeurs qui vont se produire : la Seconde Guerre mondiale qui conduira la France à cumuler les deux malheurs et la future guerre d'Algérie.

19. René RÉMOND, « Les intellectuels et la politique », in *Revue française de science politique*, n. 4, 1959. René Rémond est spécialiste de l'histoire et des sciences politiques, académicien, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

20. Jacques SOUSTELLE, in « Du côté de chez Fred », 17 avril 1989.

21. Jacques SOUSTELLE, *Spartacus*, n. 1, 7 décembre 1934.

LA RÉSISTANCE ET LA GUERRE

Il fait ses premières armes à Mexico...

C'est au Mexique et dans sa capitale, qu'il fréquente assidûment depuis 1932, que Jacques Soustelle devient un acteur de la France libre d'abord et un serviteur fidèle de l'État français restauré ensuite.

Une fois de plus, le hasard des rencontres dicte son orientation, et la prééminence de Normale sup fait qu'à une heure dite il est affecté à Mexico. Il s'y trouve justement pour un congrès d'américanistes lorsque la guerre éclate et que la mobilisation générale est décrétée, le 2 septembre 1939. Il rentre donc aussitôt à Paris où il est affecté au 24^e régiment d'infanterie à Vincennes mais il ne reste pas dans ce régiment et est muté au Commissariat de l'information, à Paris. Fin septembre de la même année, il est envoyé au Mexique et, début 1940, il est nommé adjoint de l'attaché militaire, le commandant Signoret. Pendant tout le temps de sa présence sur le territoire, son épouse Georgette a pu poursuivre leurs travaux sur les Aztèques et les Mayas.

Denis Rolland, universitaire, chercheur, historien, spécialiste du Mexique et des états latinos, a publié une étude fouillée sur « Vichy et la France libre au Mexique ». Il y raconte les circonstances qui ont amené Soustelle à se trouver à Mexico au moment de la capitulation de la France. Si aujourd'hui nous

évoquons systématiquement les énarques qui trustent les clefs du pouvoir, à cette époque « c'est Normale sup et cie qui mène la France ». L'écrivain Jean Giraudoux, qui s'illustrera plus tard par une certaine complaisance à l'égard du régime de Vichy et qui mourra sans connaître la défaite de l'Allemagne, devient, en 1939, le premier « patron » du Commissariat général à l'information, en réalité à la propagande. Celui-ci a pour objectif de contrer la propagande des Allemands. Giraudoux, normalien de 1903, fait jouer son réseau : il charge Paul Hazard, un autre normalien, de recruter... des normaliens.

Ce dernier contacte le lieutenant et ancien normalien Soustelle au 24^e régiment d'infanterie, lui propose une affectation au siège parisien du Commissariat pour le secteur latino-américain. Versé ensuite à l'État-major, ses compétences mexicaines sont très logiquement mises à contribution²².

C'est donc par la filière normalienne que Soustelle est envoyé à Mexico.

Dans la capitale du Mexique, Soustelle et Bob Marett, un agent britannique, font cause commune et « s'associent » pour animer le Bureau du Comité interallié de propagande. Ils font du travail de terrain, c'est-à-dire du porte-à-porte auprès des relais d'opinion, un peu de chantage aux médias qu'ils « menacent » de priver des recettes publicitaires émanant des industriels français et britanniques. Leur ennemi commun, le propagandiste nazi Arturo Dietrich qui contrôle et/ou finance une partie de la presse, lutte pied à pied. Leur lobbying est efficace... jusqu'à l'armistice signé par Pétain.

L'appel lancé par le général de Gaulle le 18 juin ne fait l'objet que d'une brève, le 19 ou le 20 juin, dans un journal

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

aux retours d'information qu'adressent Passy et le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). Avant de pouvoir être diffusée, elle doit recevoir l'accord du PWE (*Political Warfare Executive*). D'ordinaire, cela se règle en quelques minutes mais, certains soirs, Schumann reste silencieux et de Gaulle lui-même ne peut pas exprimer aux Français ce qu'il pense. La Voix de la France est muette. C'est de cette période que datent les tête-à-tête de Gaulle-Soustelle et une certaine proximité s'installe entre eux. Ils se retrouvent deux fois par jour, le matin tôt et le soir vers 8 heures. Soustelle lui dresse l'état de la France et de Gaulle lui fait part des conversations qu'il a avec Churchill. « Il marchait à longues enjambées dans son bureau, raconte Soustelle, il clignait de l'œil droit et d'un geste nerveux, pour éviter la fumée de la cigarette ». Ils se quittent tard dans la soirée.

Lorsque Soustelle apprend que le réseau résistant du Musée de l'Homme a été démantelé et que deux de ses collègues, Boris Vildé et Anatole Lévitki, sont « tombés sous les balles des fusilleurs allemands » avec quatre-vingts autres martyrs, il prend lui-même la parole à la BBC le 11 juin :

Voilà les hommes que la racaille germanique et la racaille encore plus misérable des complices de l'ennemi, à Paris ou à Vichy, assassinent ou font assassiner tous les jours. Ils n'étaient ni juifs, ni communistes, puisque c'est de cela, paraît-il, qu'on les accuse. L'eussent-ils été, du reste, que le crime n'aurait pas été moins odieux. [...] Mes camarades martyrisés, nous ne vous oublierons pas, et nous vous vengerons. [...] L'heure du jugement viendra. [...] Tout sera mesuré, pesé, rétribué, à chacun selon ses œuvres. [...] Les forces du mal que vous avez déchaînées sont en marche, irrésistiblement, contre vous. Elles ne s'apaiseront, elles ne fermeront leurs ailes sombres que le jour où la justice aura vengé nos martyrs²⁷.

En juillet 1942, Jacques Soustelle retrouve André Philip dans le bureau de René Cassin. Il avait croisé quelques fois son aîné universitaire à Lyon. Le nouveau « gouvernement provisoire » est formé : Cassin devient numéro deux, Philip prend l'Intérieur et le Travail, Diethelm ripe aux Finances et Soustelle devient commissaire à l'Information, il a 30 ans. L'information constitue un des pivots majeurs de l'action gaulliste. La confiance, entre le Général et lui, est à son zénith, les relations avec Passy, le chef des services de renseignement et d'action en France, sont cordiales et confiantes, celle avec Dejean (Affaires étrangères) sont efficaces, avec Pleven elles sont empreintes d'attention et de droiture, avec Philip, elles vont s'avérer de plus en plus complexes, voire impossibles.

Le mois de novembre 1942 est, pour la France libre et le général de Gaulle, un des mois les plus noirs et Soustelle est confronté à sa première grande communication de crise. Une succession d'événements préfigure un tournant dans la guerre et les différents acteurs avancent leurs pions. Les Alliés anglo-américains débarquent en Afrique du Nord le 8 novembre, laissant les gaullistes dans l'ignorance de leurs intentions. L'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine, nommé par le maréchal Pétain vice-président du Conseil où il cumule les postes de ministre de la Marine, des Affaires étrangères, de l'Information, de l'Intérieur et de la Guerre jusqu'à son remplacement par Laval, joue alors sa carte personnelle et rompt mollement avec Vichy. Deux jours plus tard, les Américains en font leur atout et l'installe au pouvoir à Alger. L'occupation de la France métropolitaine par les troupes allemandes est totale le 11 novembre. Un quart de la flotte française, soit 173 navires basés à Toulon, refuse de rejoindre les Alliés et est sabordée le 27 novembre. Churchill raconte bien volontiers que « Darlan devrait être fusillé » mais il ne contrarie pas les plans de

Washington qui mise sur l'amiral et son association future avec le général Giraud, afin de donner un peu de respectabilité à leur projet de protectorat sur la France.

En public de Gaulle « fanfaronne » un peu et estime que les États-Unis paient, en installant Darlan, la « trahison des traîtres ». Dans le même temps, il connaît pourtant un accès de dépression particulièrement aiguë. Même les bonnes nouvelles en provenance de Passy et Soustelle ne le sortent pas de son état. Le BCRA annonce que tous les groupes de la résistance en Zone nord demandent à être rattachés aux Forces françaises combattantes (FFC), que les communistes approuvent et que la Coordination de la Résistance réclame de son côté que l'Afrique du Nord soit remise entre les mains du général de Gaulle. Mais il reste tout à faire en Afrique du Nord, les gaullistes y sont largement minoritaires et la presse locale qualifie le Général de « traître » ou de « vendu aux Anglais ». Pour couronner le tout, l'accès à la BBC tient du parcours du combattant : la Voix de la France se tait, Soustelle demande à Maurice Schumann d'en faire autant. La censure muselle la presse britannique qui ne relaie plus les messages de la France libre. « La situation devenait intenable, la France libre et combattante allait-elle sombrer dans l'oubli ? » André Philip, dépêché chez Roosevelt, tient au président des États-Unis un discours peu diplomatique, il s'enflamme : « La France n'est pas une colonie » mais obtient malgré tout un hypothétique rendez-vous pour de Gaulle. Après de longues palabres le Général décide d'aller à Washington pour défendre lui-même sa stratégie mais tout se ligue contre lui.

C'est donc fini !

Le sabordage de la flotte a porté le coup fatal. Un Empire

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

meilleur accueil à Gao, Zinder ou Abidjan. Au Tchad, rallié dès août 1940, il est impressionné par le général Marchand. Sa découverte de l'Afrique profonde le rend perplexe :

J'avais vu les défricheurs et surtout cet immense pays français d'Afrique, ce continent qui devait être pour la France, si ces dirigeants s'en souciaient, ce que fut le Far-West pour les États-Unis : la terre où doit grandir une civilisation nouvelle par la volonté des pionniers. [...] Il faudra bien que la France s'attelle à cette œuvre... à moins de croupir misérablement³³.

Pendant ce périple, Jacques laisse son épouse Georgette dans « la petite chambre torride sous les combles » de l'hôtel Aletti, point convergent de toutes les informations et rumeurs circulant à Alger. Affectée au Cabinet du général de Gaulle, elle a pour mission, avec son petit service, de lui fournir deux fois par jour « une synthèse des informations diffusées par les agences et les radios du monde entier ». Georgette Soustelle a la particularité d'avoir été la seule femme chargée de mission au Cabinet de Charles de Gaulle et ce, jusqu'en juin 1945, date à laquelle son mari sera nommé ministre de l'Information. À Londres, parallèlement à ses activités, Georgette Soustelle soulageait à l'occasion madame Yvonne de Gaulle dans la charge qu'elle avait avec sa fille Anne handicapée.

Jacques Soustelle ne souhaite pas travailler avec André Philip. Il entretient avec le professeur des rapports compliqués, il le trouve agité et verbeux et reprend volontiers à son compte l'épithète qu'on lui accole à Alger : « Ministre de la parole ». À une époque où seule l'action prime, tout est dit. De retour de son périple africain, il quitte la chambre de la Villa Les Glycines qui fait office de bureau et la salle de bains, qualifiée de secrétariat, pour rejoindre Gaston Palewski, directeur du

Cabinet du général de Gaulle. Il y est nommé directeur-adjoint et a pour mission de « coordonner l'action politique et nationale des comités et des groupements gaullistes en Afrique du Nord, dans l'Empire et à l'étranger ». Il restera moins de deux mois à ce poste car il est nommé par le « duumvirat » directeur des services spéciaux le 27 novembre 1943.

Dès le début de la guerre, les services spéciaux, l'information, la propagande jouent un rôle de premier plan. Arrivé à Londres, le général de Gaulle est, dans ces domaines, quasiment nu. Il lui faut tout rebâtir sur un schéma nouveau et performant. Surtout, il doit se garder des services français qui travaillent d'abord pour Vichy puis pour les Allemands, comme il doit se méfier des alliés britanniques qui souhaitent contrôler la Résistance et des Américains qui ont des visées totalement divergentes des siennes.

« Vous serez chef du 2^e et du 3^e Bureau de mon État-major. Au revoir. À bientôt. » C'est ainsi que de Gaulle scelle, en quelques minutes, à la fois la création de ce qui fut l'une des principales armes de l'opposition au « vichysme » et à l'Allemagne nazie et le soutien fidèle d'un groupe d'hommes au gaullisme en mouvement et à son chef, ce qui lui sera beaucoup reproché. André Dewavrin, capitaine de 29 ans, offre ses services le 1^{er} juillet 1940 à l'Homme qui refuse d'abandonner le combat. De Gaulle le jauge, le juge et, comme il n'a personne, il l'adoue. Il deviendra Passy. Il aura autant d'ennemis que d'amis ; les premiers seront nombreux avec en tête de la liste l'amiral Muselier. Passy ne connaît strictement rien aux services spéciaux. Il recrute des hommes « purs et désintéressés » et refuse, avec la dernière énergie, que « les postes de direction passent des mains des volontaires de la première heure à celle

des ouvriers de la onzième ». Ses adversaires rétorquent qu'il est un amateur, un fasciste, qu'il fabrique une Gestapo à la française et qu'il veut, par ses coups tordus, installer la dictature... un dictateur, à savoir Charles de Gaulle. Ces ragots, qui ont fleuri tout au long des années de guerre, ajoutés à son tempérament de feu, ont sournoisement contribué à entretenir la « légende noire » de Passy et de ses troupes. D'autres éléments de sa personne et de la structure mise en place, *a contrario*, ont dessiné les contours des services et façonné leur avenir.

D'exclusivement militaires, les services secrets se sont, par la force des choses, largement ouverts aux civils. Consacrés au renseignement, ces services ont très vite ajouté l'action à leur actif. À l'origine rattachés au commandement militaire, ils sont progressivement passés sous les ordres du gouvernement puis sous ceux du chef de celui-ci. Ce glissement n'a été sanctionné par aucune loi, si ce n'est celle de la nature qui a horreur du vide. D'apolitiques, ils sont devenus politiques non sans heurt à l'intérieur de la structure elle-même et ils ont servi le dessein du général de Gaulle. Ils ont contribué à ce qu'il puisse parler, à la fin de la guerre, d'égal à égal ou presque, avec Roosevelt, Churchill et Staline. Ils ont ensuite beaucoup servi le Général dans les différentes phases de sa vie politique. Dans ses *Mémoires*, de Gaulle, comme dans d'autres circonstances, pêche par omission en ne traitant pas de ses rapports avec les services spéciaux qui travaillèrent pourtant pendant quatre années en étroite collaboration avec lui. C'est le paradoxe gaullien qui fut que pour conserver sa « virginité », il « oublia » le rôle joué par le BCRA ou la DGSS (Direction générale des services spéciaux), comme il oublia celui joué par Soustelle en 1958 lors de son retour au pouvoir.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

les communistes. Ainsi la douloureuse et symbolique affaire du maquis du Vercors est un exemple de la sourde lutte que livraient ces derniers. Sous-équipés en dépit de leurs demandes pressantes, les FFI Vercors subissent l'assaut de plusieurs milliers de soldats allemands et des pertes humaines de l'ordre de plusieurs centaines de résistants civils et militaires. Les communistes et Fernand Grenier en tête font porter la responsabilité de cette défaite aux services de Soustelle et Passy et donc à de Gaulle. Dans les faits, Grenier qui en sa qualité de commissaire de l'air n'avait pas bougé le petit doigt pour organiser le transport de matériel, est dans l'obligation de se rétracter par lettre à la demande du Général.

Parallèlement, pour éviter à la Libération l'installation d'un protectorat militaire allié, comme c'était la volonté exprimée par Roosevelt avec le projet AMGOT (*Allied Military Government in Occupied Territory*), Claude Hettier de Boislambert prend la direction de la Mission militaire de liaison administrative (MMLA), avec pour objectif d'établir un commandement territorial au fur et à mesure que les zones sont libérées. Enfin, le quadrillage de la France est établi par Alexandre Parodi, dit Quartus dans la clandestinité, et Michel Debré ; la liste des futurs commissaires de la République et secrétaires généraux est prête.

Le samedi 3 juin 1944 au matin, le général appelle Soustelle au téléphone : « Nous partons pour Londres. »

Nous arrivâmes le dimanche matin, le Général partit tout de suite rencontrer Churchill puis Eisenhower. Le soir il me donna quelques détails : je me souviens en particulier d'une affirmation d'Eisenhower selon laquelle les Alliés disposaient de 44 avions pour un appareil allemand [...] Le débarquement était fixé au 5/6. Dans l'après-midi

du 5, je me trouvais avec Passy et Billotte dans le bureau de Koenig. Un officier de la SHAEF (*Supreme Headquarters of Allied Expeditionary Forces*) apportait à Koenig un message d'Eisenhower : c'était pour ce soir. [...] Un peu plus tard de Gaulle parla : c'était la bataille de France⁴³.

Après avoir envisagé l'installation, dans une large zone libérée, d'une Délégation du gouvernement provisoire dont il aurait mis Billotte à la tête faute de pouvoir être lui-même parachuté, Soustelle regagne Alger. Il rédige alors chaque jour lui-même un bulletin « ultra-secret » pour le général de Gaulle. Il dirige une « sorte de standard » reliant et informant les uns et les autres.

En août 1944, à Paris, les objectifs sont de taille : chasser l'occupant avec l'armée française – tout un symbole – et s'assurer du pouvoir. L'un est réalisé par les hommes de la 2^e DB de Leclerc et les FFI, l'autre par Alexandre Parodi, ministre d'État, délégué général du Gouvernement provisoire en France occupée, et Jacques Chaban Delmas, délégué militaire national.

La présence de Soustelle à Alger devient inutile mais les Alliés ont autre chose à faire que de s'occuper de son transfert à Paris.

Après avoir vainement attendu un avion Alger-Paris promis par les Alliés, je décidai de rejoindre la capitale avec le petit appareil de liaison de la DGSS, un Cessna sans armement ni radio. On fit d'abord halte à Calvi puis nous partîmes à quatre pour la métropole, c'était une heure à peine. Puis remontée vers Paris... et la tour Eiffel à l'horizon⁴⁴.

À Paris, la DGSS change de nom. Ses deux dernières lettres rappellent de trop mauvaises heures. Elle devient DGER :

Direction général des études et recherches. Jacques Soustelle entame une nouvelle étape de sa vie politique.

32. *Ibid.*, p. 264.

33. *Ibid.*, p. 277.

34. Sébastien ALBERTELLI, *Les services secrets du général de Gaulle – Le BCRA, 1940-1944*, 2009, Perrin, p. 145.

35. *Ibid.*, p. 332.

36. Certaines personnes ont rapporté que Jacques Soustelle avait été fait, à titre temporaire, général de division, trois étoiles donc. C'est inexact car l'intéressé n'a jamais fait état de cette promotion, ce qu'il n'aurait pas manqué de souligner, étant donné l'ironie de la circonstance.

37. Sébastien ALBERTELLI, *Les services secrets du général de Gaulle – Le BCRA, 1940-1944*, *op. cit.*, p. 429.

38. Jacques Soustelle, *Envers et contre tout*, tome II : « D'Alger à Paris », *op. cit.*, p. 294.

39. *Ibid.*, p. 327.

40. *Ibid.*, p. 352.

41. *Ibid.*, p. 357.

42. *Ibid.*, p. 378.

43. *Ibid.*, p. 392-393.

44. *Ibid.*, p. 445 et 447.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

notre drapeau est dans une organisation de forme fédérative, que le temps précisera peu à peu, mais dont notre Constitution nouvelle doit marquer le début et ménager le développement⁴⁸.

Il n'a pas renoncé, il fait de la politique mais une autre politique. L'électrochoc ne donne aucun résultat, d'autant que les gaullistes sont réduits à une portion congrue et que le second projet de Constitution est adopté par référendum le 13 octobre avec 53,25 % des voix. Le régime parlementaire est maintenu et la primauté des partis consacrés, le Conseil de la République (sorte de Sénat), purement consultatif, voit le jour. L'Union française remplace l'Empire à connotation trop colonialiste.

À l'Assemblée nationale, qui est élue le 10 novembre 1946, les communistes et apparentés sont la première force politique, avec 182 sièges, devant le MRP et ses amis (172 sièges) et la SFIO (101 sièges). La Constitution est promulguée le 27 octobre. Vincent Auriol, le premier président de la IV^e République, est élu par le Parlement le 16 janvier 1947, et le premier président du Conseil, Paul Ramadier, est désigné, sur proposition du président de la République le 21 janvier. « La III^e République est restaurée. » Le tripartisme s'installe pour quelques semaines seulement puisque les communistes sont rejetés dans l'opposition dès mai 1947. Place à « la troisième force ».

Pendant ce temps, de Gaulle et sa garde rapprochée, Soustelle en tête, cherchent le moyen de reprendre pied dans la vie politique française, tout en conservant, coûte que coûte, l'originalité du concept gaulliste, à savoir l'union de toutes les forces vives de la nation dans un spectre le plus ouvert possible. Jacques Soustelle qui, officiellement, n'a plus d'activité

politique se penche d'un œil sur ses recherches ethnologiques et de l'autre sur la concrétisation d'un regroupement original autour de la pensée gaulliste.

Ainsi naît le Rassemblement du peuple français (RPF), annoncé et présidé par le général de Gaulle lui-même le 7 avril 1947 à Strasbourg. Le réquisitoire gaullien contre la IV^e République, à peine née, est mortifère : effondrement militaire, effondrement impérial, effondrement extérieur, effondrement social. En contrepoint, le Général aligne ses succès et trace le chemin d'une France renouée en proposant des solutions à chaque chantier répertorié. Il lance un mouvement, au-dessus des partis évidemment, qui aura pour mission de « promouvoir et faire triompher, par-dessus les différentes opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'État : le Rassemblement du peuple français⁴⁹ ». Jacques Soustelle, cheville ouvrière du projet, en sera le secrétaire général jusqu'à son élection à la présidence du groupe RPF à l'Assemblée nationale.

Le monde politique de l'époque s'interroge sur ce RPF et sur ce que le Général et ses affidés ont voulu faire en créant cette structure. Pas un parti traditionnel assurément mais un mouvement transcourant. Aussi longtemps que possible, et surtout aussi longtemps que ses adversaires accepteront, le mouvement vivra sous le régime de la double appartenance. C'est-à-dire que les membres des partis, à l'exception des communistes, peuvent adhérer au RPF.

Aujourd'hui encore, cette conception de la politique surprend. Quant au fond, à la définition du projet longtemps cadré par une adhésion à la parole du chef, elle n'a guère suscité

de travaux⁵⁰. Une filiation existe dans une certaine mesure avec le PSF.

Le PSF, héritier de la Ligue des Croix-de-Feu, premier parti de masse à droite, fondé par le colonel François de La Rocque en 1931, souffre de son origine et de l'étiquette fasciste qui lui a été collée par les gauches. Il attire autour de lui pas moins de 1 200 000 membres en 1939 et adhère sans complexe, à quelques exceptions notoires, à la révolte gaulliste du 18 juin 1940. Le PSF, qui se présente comme républicain, conservateur, anticommuniste, antimaçonnique, inspiré du catholicisme social, demande que la défense de la nation transcende les clivages gauche-droite, que l'exécutif soit renforcé, que le parlementarisme soit rationalisé, que l'administration des territoires se réforme, que les femmes votent. Le RPF, qui naît dix-sept ans plus tard, ne dit guère autre chose et cultive, comme le PSF de 1930, un certain culte de la personnalité.

Le RPF à son zénith

Au soir même du discours du général de Gaulle, Jacques Soustelle réunit à Strasbourg les organisations patriotiques et laisse entendre qu'il sera le secrétaire général du Rassemblement, ce qu'il confirme une semaine après en annonçant la création d'antennes départementales. Quatre mois plus tard, il affiche 800 000 adhérents – la réalité est plus proche de 500 000, ce qui constitue néanmoins une belle performance⁵¹. Les militants représentent les classes moyennes, les ouvriers, les petits commerçants, les employés et des membres des professions libérales. Le secrétaire général en profite pour répondre à une question qui taraude et taraudera

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

En Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous le drapeau français, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi⁶¹.

Et pourtant, le statut de l'Algérie promulgué le 20 septembre 1947 démontre encore une volonté d'évolution positive. Y sont décrétés les points suivants: l'Algérie constitue un groupe de départements avec une autonomie financière et une organisation propre; l'égalité doit être effective entre tous les citoyens français; le droit coutumier peut subsister; l'Assemblée algérienne comporte deux collèges; la parité sera respectée au sein du Bureau; la présidence alternera d'un collège à l'autre; les femmes musulmanes jouissent du droit de vote; tous les électeurs sont éligibles; l'indépendance du culte musulman est assurée; les fêtes musulmanes sont déclarées fêtes légales; la langue arabe constitue une des langues de l'Union française et son enseignement sera organisé à tous les degrés.

Sur le papier, les bonnes intentions du général de Gaulle, comme la loi signée de Vincent Auriol et Paul Ramadier, sont les outils d'un avenir radieux pour un ensemble que l'on se plaît à vouloir fédéral pour peu que la Constitution française soit modifiée. Mais les hommes politiques ont bien d'autres chats à fouetter et des situations d'urgence à résoudre qui se nomment Indochine, Maroc, Tunisie. La succession de gouvernements qui parfois ne vivent qu'un mois, la vacance du pouvoir entre deux investitures, tout se ligue pour que les dossiers suivent des parcours chaotiques, des intérêts provisoires plus ou moins compris, des priorités qui se limitent aux urgences du moment.

« Vous pouvez faire quelque chose d'utile »

C'est dans ce contexte que, le 26 janvier 1955, Jacques Soustelle se voit proposer par François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, puis par Pierre Mendès France, président du Conseil, la charge de gouverneur général de l'Algérie. Avant de répondre favorablement, il consulte le général de Gaulle qui se prononce sans se prononcer :

Alors il a fait des Oh ! des Ah ! Et puis il a dit: « Après tout, pourquoi pas ! Ce n'est pas un poste ministériel, vous pouvez peut-être faire quelque chose d'utile... allez-y⁶² ! » [raconte Soustelle.]

Un peu plus tard, il l'encourage par courrier puisque l'action qu'il va mener s'inscrit dans le droit fil de la doctrine gaulliste élaborée fin 1947, doctrine qui plaçait « parmi tous les éléments capitaux de la rénovation française l'effort à déployer pour la mise en valeur de l'Algérie, l'élévation du niveau de vie, l'enseignement, l'association de tous les Algériens à l'œuvre » et qui prônait « le maintien de la souveraineté française et de profondes réformes libérales et égalitaires ». Mendès et Mitterrand ne lui demandent pas autre chose. Le premier ajoute même qu'il va porter la dotation à l'Algérie à 40 milliards.

Qu'est-ce qui a poussé le président Mendès France à faire appel à Jacques Soustelle ? Certains ont avancé le fait que son étiquette d'« espion » avait été décisive. Pure supposition destinée à entretenir le passé. Toujours est-il que sa nomination ne fait pas l'unanimité au Palais Bourbon et en Algérie. À Alger, les milieux musulmans accueillent la nouvelle avec satisfaction et espoir, tandis que la frange dure de la colonisation est hostile, ou pour le moins inquiète. Elle fait même courir la rumeur selon

laquelle Soustelle serait juif, son véritable nom serait Ben Soussan. Jusque-là, rien d'alarmant pour le futur gouverneur... mais trois jours après sa nomination officielle, le 4 février, Mendès France est mis en minorité. S'ensuit alors trois semaines de tractations stériles. Tour à tour Antoine Pinay, Pierre Pflimlin, Christian Pineau jettent l'éponge. Enfin, le 23 février 1955, Edgar Faure est investi. Au cours de ces trois semaines de flottement, Soustelle hésite sur la conduite à suivre: partir en Algérie, comme le lui recommandent le président de la République, Vincent Auriol, et Pierre Mendès France qui gère les affaires courantes, ou attendre pour ne pas vexer le prochain président du Conseil.

Il choisit d'attendre un peu, puis part pour l'Algérie le 14 février, et, une semaine plus tard, constatera avec plaisir que ses deux interlocuteurs permanents du gouvernement Faure sont des amis: Pierre Billotte, compagnon de la première heure, et Maurice Bourgès-Maunoury avec qui il entretenait des relations amicales depuis la Résistance quand ce dernier était connu sous le nom de « Polygone ». Il est plus circonspect sur l'attitude à adopter vis-à-vis du nouveau président du Conseil. Il a du moins mis à profit la vacance du pouvoir pour constituer son équipe. François Mitterrand lui avait prêté des locaux place Beauvau, au ministère de l'Intérieur. Jacques Juillet, le frère de Pierre qui s'illustrera auprès de Georges Pompidou, dirige avec Guy Lamassoure le cabinet civil. Deux anciens de la DGSS tiennent l'un – le colonel Jean Constans – le cabinet militaire, l'autre – Henri-Paul Eydoux – la sécurité et la police. Deux chargés de mission, le commandant Vincent Monteil, héros de la guerre, et Charles Béraudier le Lyonnais font leur apparition. L'esprit de compagnonnage et d'efficacité prévaut toujours. La grogne du 1^{er} février se transforme alors en louanges, et la presse, dont

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Même si j'en ai souffert, les douloureuses manifestations comportaient, j'en suis sûr, une certaine part saine. Si vous avez voulu faire comprendre votre attachement à la France et votre angoisse d'être abandonnés, sachez que vous avez été entendus. La France restera présente en Algérie.

Les liens entre la métropole et l'Algérie sont du reste indissolubles. [...] Telle est la volonté du gouvernement, de l'écrasante majorité du Parlement, telle est la volonté de la France.

Le mandat de Jacques Soustelle a un goût d'inachevé. Il doute, jusqu'à faire cette confidence: « L'Algérie est perdue. » Il doute parce que les gouvernements successifs depuis 1945, date des premières émeutes, n'ont pas su définir une ligne claire. Chaque chef de gouvernement – et Dieu sait s'il y en eut – a imprimé sa vision personnelle pendant les quelques mois de son activité sans travailler sur la durée. Si le concept de fédéralisme, inspiré notamment par les gaullistes, avait servi de repère constant, la guerre d'Algérie aurait sans doute été évitée et, avec elle, son cortège d'atrocités commises par les deux camps, ses milliers de victimes et la profonde désolation de deux communautés. Paris ne s'est préoccupé du devenir de l'Algérie qu'à l'occasion des crises qui l'ont secouée et les solutions proposées, aussi ouvertes et constructives soient-elles, cédaient en définitive la place à la répression qui ne pouvait qu'alimenter le désir de rupture et d'indépendance. En ce sens, la IV^e République est bien l'unique responsable de la guerre d'Algérie et de l'échec total à maîtriser le destin des peuples dont elle avait la charge.

Que pouvait faire un gouvernement général d'Algérie si longtemps confié à des militaires sans autre pouvoir que celui de maintenir l'ordre ? Qu'a pu réaliser Jacques Soustelle en une année ? Définir un concept, maintenir l'ordre et... partir. Plus

tard, il conviendra:

Voyez-vous, le système français qui consistait à envoyer des hommes politiques en mission, pour six mois
– renouvelable une fois – n'était pas bon, parce qu'en un an on ne peut pas faire grand-chose⁷⁶.

Qu'a pu faire Guy Mollet qui avait fait campagne sur la paix en Algérie et qui s'est tourné vers la répression ? Prolonger le service militaire et rappeler les réservistes. N'était-il pas déjà trop tard ? À son arrivée, Soustelle disposait, selon le préfet Jean Vaujour, de 20 000 hommes disponibles car, à la suite des événements du 1^{er} novembre 1954, Pierre Mendès France avait décidé de renforts. Fin 1956, lorsque Salan prend le commandement en chef des armées en Algérie, il dispose, dira-t-il, de 380 000 hommes; d'autres sources affichent le nombre de 500 000.

Rentré à Paris, Jacques Soustelle tient parole et poursuit son combat pour « le salut et le renouveau de l'Algérie française ». Il dispose pour cela d'une tribune au Parlement où il a retrouvé sa place. En effet, le 2 décembre 1955, Edgar Faure avait dissout l'Assemblée nationale et provoqué des élections anticipées. Jacques Soustelle, qui s'était mis en congé de son parti pendant son mandat de gouverneur, se représente à Lyon. Il fait une ou deux visites dans la ville de sa jeunesse, rencontre Édouard Herriot qui adoube davantage le normalien que le politique. Ses amis locaux font le reste et Charles Béraudier fait la navette entre Alger et Lyon. Même Édouard Charret s'implique, lui qui deviendra plus tard son ennemi intime sur la Croix-Rousse. Jacques Soustelle, auréolé de son prestige, est élu haut la main. Pourtant son parti, les Républicains sociaux (RS) présidé par

Jacques Chaban Delmas, fait un score ridicule de 2,7 %, un score de moribond.

58. Benjamin Stora enseigne l'histoire du Maghreb, les guerres de décolonisations à l'Université Paris 13 et aux Langues orientales.

59. Exposé de Benjamin Stora.

60. Jean PÉLÉGRI, romancier, professeur de lettre, historien. Sa famille était implantée en Algérie depuis 1841.

61. Charles DE GAULLE, discours à Brazzaville, 30 janvier.

62. Jacques SOUSTELLE, *Vingt-huit ans de gaullisme*, *op. cit.*

63. Jacques Soustelle, *Le Monde*, 10 janvier 1955.

64. Jacques SOUSTELLE, dans l'émission « La guerre d'Algérie 25 ans après – 2. La Toussaint 1954 » de Patrice Gélinet, France Culture, 11 août 1987.

65. Jacques SOUSTELLE, *Vingt-huit ans de gaullisme*, éditions de La Table ronde, 1968. Le châtement fut exécuté dans des conditions tout à fait disproportionnées.

66. Edgar FAURE, *Mémoires*, tome II: « Si tel doit être mon destin ce soir », Plon, 1984, p. 197.

67. *Ibid.*, p. 268.

68. Jacques Soustelle, entretien avec Jean Vaujour, ancien directeur de la sécurité général de l'Algérie et Odile Rudelle, chercheuse, de la Fondation nationale des Sciences politiques, le 23 avril 1979. Edgar Faure confirme dans ses *Mémoires II*, p. 476.

69. Vincent MONTEIL, dans l'émission « La guerre d'Algérie 25 ans après – 2. La Toussaint 1954 » de Patrice Gélinet, France Culture, 11 août 1987.

70. Ferrat ABBAS, communiqué.

71. Vincent MONTEIL, dans l'émission « La guerre d'Algérie 25 ans après – 2. La Toussaint 1954 » de Patrice Gélinet, France Culture, 11 août 1987.

72. Jacques SOUSTELLE, entretien avec Jean Vaujour et Odile Rudelle, 23 avril 1979.

73. *Ibid.*

74. De nombreux témoins (politiques, médias) ainsi que les images

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

si impénétrable, si mandarin ne se mette pas en travers à Alger et surtout que les gaullistes ne les devancent pas sous une forme ou sous une autre. Les comploteurs se sont rassurés à bon compte puisqu'ils ont appris par Chérière, qui le tient de Michel Debré, qui le tient lui-même d'Olivier Guichard, que le général de Gaulle a déclaré : « Je reviendrai si le pays m'appelle. Je ne participerai à aucun mouvement. Je suis un homme seul. Je n'appartiens à personne. Je n'appartiens qu'à la France. » Si le Général ne l'a pas dit, il aurait pu le dire !

Le petit groupe de gaullistes est constitué de Jacques Soustelle, Michel Debré, Roger Frey, Olivier Guichard, qui fait office de directeur de cabinet du général de Gaulle et fait la navette entre Colombey et Paris, Léon Delbecq, qui va jouer un rôle majeur à Alger, René Dumont, Guy Ribeaud, Christian de la Malène, une des plumes du *Courrier de la Colère* et fidèle collaborateur de Debré, mais également le colonel Battesti, Alain Griotteray, Maxime Blocq-Mascart, Chaban, alors ministre de la Défense, et quelques autres. Ils se mettent en ordre de bataille. Michel Debré annonce ce qui inévitablement se passera et le justifie par avance :

Que les Algériens sachent surtout que l'abandon de la souveraineté française en Algérie est un acte illégitime, c'est-à-dire qu'il met ceux qui le commettent et qui s'en rendent complices hors-la-loi, et ceux qui s'y opposent, quel que soit le moyen employé, en état de légitime défense⁸⁸.

C'est dans ce contexte surchauffé que, par l'intermédiaire de Blocq-Mascart, Jacques Soustelle et le général Chérière se rencontrent au siège de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française fondée par les anciens gouverneurs. Ils se

connaissent bien tous deux mais leur dernière rencontre a laissé un goût amer au général : Paul Chérière était commandant en chef en Algérie lorsque Jacques Soustelle y a été nommé gouverneur général. Ce dernier trouvant le général inefficace l'a rapidement remplacé par le général Henri Lorillot, ce qui fit dire à Chérière que Soustelle lui avait « fendu l'oreille ». La cause étant commune, ils se parlent, oubliant momentanément le passé. « Gros matou » est à son affaire, il laisse venir, discute pour le principe du commandement militaire à Alger. Chérière souhaite garder Raoul Salan, Soustelle aurait bien vu Descour qui commande la X^e Région militaire à Lyon, ou Cogny, deux fidèles. En revanche, pas de putsch, pas de dissolution du Parlement. Soustelle, comme de Gaulle, tient à ce que la IV^e République sombre d'elle-même afin que l'on puisse faire appel au général de Gaulle en toute légitimité. L'exercice est délicat, il en convient, mais c'est le seul possible. Après les événements du 13 mai, l'analyse ne sera pas partagée par tous. Ce jour-là, le général Chérière prend congé, persuadé d'avoir trouvé un accord avec Jacques Soustelle, il se voit déjà proconsul de France. Il déchantera et se reconnaîtra lui-même « cocu ». En effet, il ne pourra pas gagner Alger avant la fin des événements de mai et regardera, amer une nouvelle fois, passer le train gaulliste.

Début 1958, Félix Gaillard a succédé depuis deux mois à Maurice Bourgès-Maunoury et le président René Coty en appelle à la réforme des institutions sans grand succès. Parallèlement, il poursuit son dialogue avec Charles de Gaulle par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Élysée, le général Ganeval, qui visite régulièrement l'homme de Colombey. Après Félix Gaillard, le président de la République pense à solliciter

René Pleven ou Pierre Pflimlin, espérant qu'ils renonceront afin de pouvoir faire appel au général de Gaulle. C'est du moins la version officielle destinée à rendre plus présentable une décision qui n'aurait été que la conséquence du 13 mai.

Mi-mars, les gaullistes abordent la phase finale de leur plan. Mi-mars également, du 10 au 18, de Gaulle visite le Sahara, terre algérienne. Coïncidence, clin d'œil, qui sait ! Le ministre résident, Robert Lacoste, va à sa rencontre sans doute pour éviter la présence du Général à Alger. De l'entretien qu'ils ont, Lacoste retient surtout cette phrase : « Croyez-moi, l'affaire de l'Algérie ne se terminera pas sans que de Gaulle intervienne » lui dit le Général.

Il y avait beaucoup de « commandos » venus de France. Il y avait ce brave bourguignon, André Jarrot. Il y avait Neuwirth... Tous ces types étaient des types de sac et de corde. Alors je raconte tout ça à de Gaulle. [...] C'est idiot ce que vos amis font, ces sortes de petits coups d'État larvés, cela ne peut rien donner. La seule chose possible est qu'il se crée une situation qui amène les Français derrière vous⁸⁹...

C'est bien ce à quoi s'appliquent Michel Debré, Jacques Soustelle et leurs amis. Au Parlement, ils harcèlent et renforcent le sentiment de vide et d'impuissance du gouvernement. À Alger, ils installent leur relais. Sans en discuter avec Salan, Jacques Chaban Delmas, ministre de la Défense du gouvernement Félix Gaillard, met en place une délégation de son ministère tenue par Léon Delbecque qui prépare le terrain pour le grand jour. Delbecque s'entoure d'hommes de confiance comme Guy Ribeaud, l'ancien secrétaire général des étudiants au RPF, qui se chargera d'animer et d'agiter ce secteur de la population, ou René Vinciguera, un héros du réseau Henri d'Astier à Alger

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

aurait démenti toute connivence. C'est ainsi que les proches de Colombey, Olivier Guichard et Jacques Foccart démentent formellement, tandis que Soustelle, interrogé à Alger, reste évasif, voire embarrassé. Ces mêmes jours, Roger Frey rejoint l'Algérie, tandis que Michel Debré, André Malraux et Edmond Michelet approchent de Gaulle. Jacques Soustelle dira plus tard :

De Gaulle était au courant de tout. Nous ne lui demandions pas d'instruction, puisque le but de toute l'opération était de le faire désigner par le président de la République⁹⁷.

Dans les faits, le Général était informé heure par heure de ce qui se passait à Alger, Bénouville appelait *Jours de France* où se trouvait soit Debré, soit Foccart qui faisait la navette avec de Gaulle.

Toujours dans la capitale, le gouvernement Pflimlin s'interroge. De Gaulle a annoncé une conférence de presse pour le 19 mai. Pierre Vianson-Ponté décrit l'ambiance :

Les partisans les plus résolus du général de Gaulle, ses adversaires les plus décidés, la masse des hésitants, aussi bien à Paris qu'à Alger, et le gouvernement lui-même, semblent avoir marqué une sorte de trêve dans l'attente de la conférence de presse⁹⁸.

On perçoit « un glissement, depuis quarante-huit heures, dans les milieux jusqu'ici hostiles ou réservés⁹⁹ ». La fraternisation temporaire évoquée plus haut et l'absence d'activité du FLN depuis le 13 mai sont des éléments nouveaux qui modifient l'approche de la crise algérienne. René Coty consulte son président du Conseil mais également tous les présidents des groupes de l'Assemblée et, plus longuement, Guy

Mollet qui semble détenir une des clefs de la solution institutionnelle. La position favorable ou non de la SFIO à un gouvernement de Gaulle changerait la donne. L'annonce d'une conférence par Charles de Gaulle oblige chacun à se positionner par rapport à lui. Tous les politiques savent qu'il n'acceptera jamais de se déterminer par rapport aux partis, bien que son entourage distille des messages rassurants, selon lesquels le Général ne reviendra pas par la force et respectera l'autorité du Parlement.

On a prétendu que de Gaulle était un presbyte de la politique : il voit très mal de près et fort bien de loin. Ce n'est pas toujours exact. Depuis 1940, le Général, en militaire, fin manœuvrier, s'est spécialisé dans le jeu d'échec politique, même si parfois son intransigeance l'a durement ramené à la réalité. Lui qui a joué contre et avec Churchill, avec Staline, contre et modérément avec Roosevelt, contre les prétendants successifs : Muselier, Darlan et enfin Giraud, lui qui a réussi à contrer les volontés de prise du pouvoir des communistes à la Libération, joue actuellement une partie subtile avec les institutions et les formations politiques, une partie où l'irrationnel prend le pas sur la grandeur de la France, telle que voulue et définie par le seul Charles de Gaulle.

À Alger, le lieutenant Lucien Neuwirth, porte-parole du Comité de Salut public, tient conférence de presse sur conférence de presse pour faire patienter les médias et la foule. Dans les faits, il supplée Soustelle, tenu à un certain devoir de réserve. Il appelle bruyamment au retour du général de Gaulle alors que son patron ne veut pas compromettre le Général dans l'aventure d'un coup d'état militaire. Tout est dans la nuance. Soustelle, lui, maintient la pression sur le refrain « l'Algérie est

française. Elle est plus française que jamais ». Le général Salan, remis de ses tourments, joue sa partition personnelle, il fait reconduire à Madrid Bat (Jean-Baptiste Biaggi) et Alain Griotteray jugés trop agitateurs et engage un peu plus son armée dans le projet de retour au pouvoir du général de Gaulle¹⁰⁰.

Le 19 mai, comme annoncé, le général de Gaulle reçoit les journalistes au Palais d'Orsay et sort d'un long silence de trois années :

Ce qui se passe en ce moment peut conduire à une crise nationale extrêmement grave. Mais aussi ce peut être le début d'une résurrection. Voilà pourquoi le moment m'a semblé venu où il pourrait m'être possible d'être utile encore une fois directement à la France.

Après avoir expliqué les « pourquoi » de son utilité, il en vient au comment : « Si le peuple le veut, comme dans la précédente grande crise nationale, à la tête du gouvernement de la République. » Se référant à l'état de la France en 1940 et aux soutiens non partisans qu'il a reçus, il rappelle : « J'ai rétabli la République chez elle. » (Un peu plus tard, il ajoutera, pour désarçonner ses opposants : « Croit-on qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ? ») Il approuve le comportement de la population algérienne prise dans le tourment de la guerre, des meurtres et des attentats, face à un système, à Paris, incapable de résoudre les problèmes :

Comment veut-on qu'à la longue, cette population ne se soulève pas ? Comment n'irait-elle pas chercher ailleurs que dans les combinaisons parlementaires un recours à ses malheurs ? C'est fatalement ce qui s'est produit. Et quand ils crient « vive de Gaulle » c'est parce qu'ils sont emportés par l'espérance.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Soustelle entre en vainqueur, porté sur le pavois des parachutistes. »

L'ATTENTAT CONTRE JACQUES SOUSTELLE

C'est en pleine campagne pour le référendum que se produit un événement qui a failli briser définitivement la carrière de Jacques Soustelle. Il a 46 ans. Mouloud Ouraghi, dit le Chef, Abdelhafidh Cherrouk, dit Membo, Smaïl Adour, dit Idriss et leurs complices Abdelkader Bekouche et Mebrouk Benzerroug, tous membres de la Fédération de France du FLN, ont suivi, pendant quatre mois, un entraînement « militaire » au camp de Larache avec cinq cents autres volontaires sous la direction du chef Amirouche et ont reçu l'ordre d'abattre Soustelle. Pourquoi lui ? Parce qu'il est ministre de l'Information, qu'il a été gouverneur général de l'Algérie et, surtout, qu'il est l'ennemi déclaré du FLN. L'opération est lancée le 15 septembre 1958. Pour ce contrat, ils ont chacun reçu 50 000 francs par mois.

Le chef n'a pas d'état d'âme. Appréhende-t-il la tournure que peut prendre l'attentat ?

Rien de tout cela, raconte-t-il quarante-neuf ans après au site de Djazairiss, l'essentiel pour moi, c'était d'exécuter l'ordre et de le tuer. Le reste je m'en balance. J'étais un professionnel. Je savais que ma fin ne sera que la mort. L'essentiel étant de réussir mon coup. Il n'y avait donc aucune place aux sentiments¹⁰⁴.

Jacques Soustelle raconte :

Ma voiture qui venait de la place de l'Étoile, se trouvait, vers 9 h 45,

arrêtée au feu rouge de l'avenue de Friedland. Pendant que je causais avec mon garde du corps et mon chauffeur, je vis soudain un bras armé d'un revolver qui passait par la vitre ouverte. Le canon de l'arme se trouvait à vingt centimètres de ma tête. Aussitôt je me suis jeté vers le plancher. Les coups de feu ont retenti. Quand je me suis relevé j'ai vu que l'agresseur avait pris la fuite. Le chauffeur et mon garde du corps l'ont poursuivi en direction du métro.

Ouraghi précisera : « La première balle ne part pas. C'est une catastrophe ! J'en tire une autre, Soustelle s'est baissé, elle touche le front et troue son chapeau. Je tire encore. » Quand le ministre sort du véhicule,

Un individu qui portait une gabardine démasque une mitraillette de l'autre côté de l'avenue. Je me suis jeté à terre, dit Soustelle, j'ai ainsi échappé aux rafales du second agresseur qui s'est enfui vers la rue Tilsitt. Pendant cette fusillade, j'ai remarqué que plusieurs passants se jetaient à terre¹⁰⁵.

Pour couvrir leur retraite, les agresseurs tirent et font quatre victimes ; l'une d'entre elle, M. Pacaut, un ouvrier, est tuée sur le coup. Le second tireur, Cherrouk, tente d'intercepter une Aronde mais deux agents tirent sur lui et le blessent grièvement. L'attaque a eu lieu à deux pas du ministère et les collaborateurs du ministre, qui ont entendu les coups de feu, se précipitent et le voient venir à eux ensanglanté. Ils les rassurent : « Je n'ai rien ! » Incrédules, Charles Béraudier et Yvonne Kreicher, dite « La Puce » dans la future clandestinité, regardent, médusés, la balle que leur patron a extraite de son portefeuille. À peine nettoyées sa plaie et ses lunettes poisseuses, Jacques Soustelle retrouve le sens politique qui l'habite et fait une première déclaration :

Cet attentat démontre, une fois de plus, que le FLN, désespérant de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Lagaillarde se rend.

Jacques Soustelle, qui avait pris fait et cause pour les émeutiers et qui, depuis quelques semaines déjà, envisage un départ, présente au Premier ministre sa démission, accompagnée d'une lettre où il récapitule les erreurs commises, selon lui, en Algérie. Michel Debré, « au comble de l'épuisement nerveux », refuse mais de Gaulle a le dernier mot. Il reçoit Jacques Soustelle pendant cent cinquante secondes, commentera ce dernier :

En substance il m'a dit que nos positions sont trop différentes pour que nous puissions demeurer ensemble, en effet. Je lui ai dit dommage que vous n'ayez pas attendu quelques jours de plus, ça aurait fait vingt ans que j'ai été avec vous. Il a fait le geste que l'on fait pour éloigner une mouche¹¹⁹.

Quand il relate cet épisode, Soustelle a les yeux dans le vague, la tristesse se lit sur son visage.

Le 5 février 1960, le « vice-Premier ministre » a disparu du gouvernement. Il déclare :

Dix-neuf ans, sept mois et dix-huit jours après la date où j'ai répondu présent à l'appel du général de Gaulle ; un an, huit mois et vingt-sept jours après le 13 mai 1958, je suis exclu du gouvernement aux applaudissements de ceux qui ne m'ont jamais pardonné la part que j'ai prise dans la fondation du nouveau régime¹²⁰...

Roger Frey lui succède auprès du Premier ministre et Louis Terrenoire entre au gouvernement comme ministre de l'Information.

Ainsi, Jacques Soustelle, fidèle compagnon du général de Gaulle depuis juin 1940, acteur de ses combats et de son retour est rejeté dans l'opposition pour l'avoir défié sur le terrain des idées et de la construction de l'avenir de la France. Ses détracteurs, au sein de l'UNR, voyaient là le feu vert pour sonner l'hallali. Ses anciens compagnons s'éloignent progressivement les uns après les autres. Toujours habile, Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, tente une exfiltration qu'il estime honorable et lui propose une mission à l'étranger. Soustelle comprend que le pouvoir veut acheter son silence et, en « parpaillot » entêté, refuse de se soumettre.

Seul contre tous, Michel Debré essaie encore un temps de ramener son compagnon à de meilleurs sentiments et surtout dans le « droit chemin ». Mais, impuissant, il lance la procédure d'exclusion du parti – procédure qui sera loin de respecter celle décrite dans les statuts. Le 12 avril, dans une première lettre, il demande à Soustelle « une fois de plus de fixer sa position à l'égard de l'UNR ». Le Premier ministre, sachant que le Comité central du parti a l'intention de régler le « cas Soustelle », prend les devants : il lui reproche ses déclarations faites aux États-Unis et au Canada sur la politique de la France en Algérie. Il lui confirme que

l'UNR n'a de valeur, l'UNR n'a de sens, n'a de légitimité que dans la mesure où son action épouse totalement les directives politiques du général de Gaulle,

et conclut :

Dans ces conditions vous ne pouvez plus faire partie de l'UNR. Je

vous demande de nous en donner acte¹²¹.

Le Premier ministre préfère une démission de Jacques Soustelle à une exclusion mais ce dernier n'a pas l'intention de faciliter la tâche de ses nouveaux ennemis et ne veut rien entendre. Le 26 avril 1960, le Comité central vote l'exclusion, sans même avoir entendu l'intéressé. Dans la foulée, Louis Joxe, alors ministre de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique, le « chasse » de la Commission des sciences humaines du Centre national de recherche scientifique (CNRS).

Le 20 décembre 1960, Jacques Soustelle témoigne au « procès des barricades ». C'est un professeur calme, froid, développant son sujet – on aurait dit un cours – avec la méthode d'un logicien. Pendant trois heures, il fait un exposé clair et intelligent de la « dégradation de la politique algérienne du 13 mai à nos jours »¹²².

Soustelle donne alors libre cours, si ce n'est déjà fait, à sa défense de l'Algérie dans la France, mais également à sa rancœur. Il fonde un Centre d'informations sur les problèmes de l'Algérie et du Sahara, il court les estrades, multiplie les interviews et les voyages à l'étranger où sa parole n'est pas muselée. Dans *Il Tempo*, le quotidien italien, il évoque le référendum sur le problème algérien : « Organiser un référendum ne signifie pas autre chose que faire dire à la métropole qu'elle entend se séparer de l'Algérie. Des millions d'Européens et de Musulmans entendent rester français et ne veulent pas tomber dans les griffes du FLN. » Il dépeint ensuite un tableau apocalyptique du futur. *Newsweek*, aux États-Unis, lui consacre deux pages et demie sous le titre « Soustelle, si de Gaulle échoue ». Le magazine raconte que l'ancien gouverneur, l'ancien

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

grande masse de ceux qui désirent voir vivre l'Algérie dans la France, sur le terrain comme en métropole, ne veulent se souvenir que du « Je vous ai compris ! » lancé à la foule massée sur le Forum d'Alger ou du « Vive l'Algérie française » de Mostaganem.

Le deuxième groupe rassemble ceux que Jacques Soustelle appelle les dévots, les thuriféraires, comme Jacques Foccart, Roger Frey, André Malraux ou Albin Chalandon. S'ils ont le culte de la personnalité gaullienne, s'y ajoute également, pour certains d'entre eux, une dimension « chrétien social ». C'est le cas des anciens MRP Edmond Michelet et Louis Terrenoire ou du sociologue et économiste Alfred Sauvy. Ils ont tous quelques anecdotes à raconter ou des confidences à faire sur les propos que le Général leur a ou leur aurait tenus et qu'ils ne révèlent, évidemment, qu'une fois la fin de l'histoire algérienne écrite. En effet, Soustelle n'a pas tort de le rappeler, jusqu'au 16 septembre 1959, date de l'annonce du projet d'autodétermination par le président de la République, l'unanimité régnait chez les gaullistes, et bien au-delà de leurs rangs, sur le fait que l'Algérie était française et devait rester française. Pour autant, et en dépit de leur conversion tardive, ils ne manquent pas d'arguments. Quant aux progressistes affichés qui n'ont jamais masqué leur souhait de voir l'Algérie devenir indépendante, comme Roger Stéphane ou René Capitant, le général de Gaulle, charmeur, leur disait... ce qu'ils voulaient entendre.

Enfin, il y a les partisans du fait que le général de Gaulle, qui n'a pas de doctrine politique figée, hormis la grandeur de la France, est un pragmatique. Parmi eux, des très proches du « retraité » de Colombey puis du président de la République,

Olivier Guichard ou Bernard Tricot.

Quant à l'évolution de la pensée du Général vis-à-vis du problème algérien, elle a été, et je crois que tout le monde le sait maintenant, assez lente mais tout à fait constante. [...] Il a pu s'exprimer de façon très vive dans un sens ou dans un autre : c'était des points de vue successifs, tout le monde rapporte des paroles du Général, ce qui m'exaspère... et si je me mettais à citer toutes ses paroles¹³⁰ ! déclarera Olivier Guichard, qui fut d'abord l'agent de liaison entre le Général et les gaullistes avant de devenir le directeur de cabinet du président.

Bernard Tricot, qui a été secrétaire général à l'Élysée et qui suivait le dossier algérien, explique, à propos du fait que le chef de l'État a cherché d'autres solutions avant d'opter pour l'indépendance : « Il y avait le désir chez de Gaulle de tenter une formule de coopération entre Musulmans et Européens, une formule qui donne aux Musulmans la position prééminente qui devait être la leur¹³¹. »

Jean-Raymond Tournoux fait la même analyse que Bernard Tricot, mais de façon moins diplomatique. Il considère que de Gaulle, en 1958, croit que l'Algérie révélée à elle-même et « déclochardisée » ne voudra pas se séparer de la France, qu'elle régularisera, par un mariage de raison, l'union qui lui a été imposée (le roi du Maroc pense que l'Algérie choisira l'indépendance et que de Gaulle vit d'illusions).

De Gaulle se défend des illusions. Il demeure convaincu qu'il persuadera, grâce à son immense prestige, les Musulmans de se prononcer contre la sécession. [...] Le Général pense ainsi que, seul, il sera en mesure d'amener les Musulmans à voter de Gaulle, c'est-à-dire pour la France. Il tresse un lien d'allégeance à la couronne gaulliste. [...] De Gaulle croit à une évolution qui façonnera peu à peu l'Algérie avec la France¹³².

Mon père écrira : « Dois-je partir ? »

Et Michel Debré, dans tout ça ? Il se trouve écartelé entre ses convictions et sa fidélité au général de Gaulle. Cinquante ans après l'indépendance, son fils Jean-Louis, aujourd'hui président du Conseil constitutionnel, raconte, avec justesse, la souffrance du Premier ministre :

Une plaie importante, imparfaitement cicatrisée. De Gaulle le sait, Michel Debré souffre et ne le cache pas. Le 15 janvier 1959, lors de son discours d'investiture, mon Père rappelle que « l'Algérie est la priorité absolue » et que trois principes doivent prévaloir : l'Algérie relève de la souveraineté française, l'indispensable promotion économique et sociale passe par le plan de Constantine et la scolarisation, l'offre de la paix des braves reste valable. Le 16 septembre, le général de Gaulle prononce son discours sur l'autodétermination alors que mon Père fonde encore sa vision de l'avenir sur le principe de la souveraineté partagée et l'autonomie interne pour une période de vingt-cinq ans. Mon père écrira : dois-je partir ? Le 5 novembre, mon grand-père (le professeur Robert Debré) vient le voir et lui dit : « Le Général a besoin de toi. » L'affaire est entendue¹³³.

Alain Peyrefitte jugera : « Là encore, le fidèle s'est élevé jusqu'à la vision de son maître et l'homme à la dimension de sa fonction. »

Jacques Soustelle n'adressera plus jamais la parole à celui qui avait défendu avec ardeur et passion les mêmes projets que lui pour l'Algérie et le retour au pouvoir du Général.

La bataille de l'Algérie française est perdue

Les Musulmans, eux, n'ont plus confiance en de Gaulle. Se

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

commando de tueurs suit au jour le jour le calendrier des déplacements de De Gaulle et la préparation du projet de voyage dans l'Ouest (Vendée, Maine et Loire, Mayenne et Sarthe). Il ne fait aucun doute pour eux que le président de la République ira se recueillir sur la tombe de Georges Clémenceau à Mouchamps. Le même dispositif de bombe à télécommande, cette fois amélioré, peut donc être dupliqué. Le voyage, reporté plusieurs fois, est finalement programmé en mai 1965.

C'est début avril qu'intervient Jacques Soustelle. Delarue – qui ne confirme cette information que dans la seconde édition de son livre paru en 1994 –, laisse entendre qu'en 1981 il ne pouvait pas exposer Jacques Soustelle, encore vivant, à des représailles. « L'affirmer aujourd'hui ne présente pour lui aucun danger ». J'ai visité le 3 juillet 2014 le commissaire divisionnaire honoraire Jacques Delarue. Il maintient mot pour mot les propos qu'il a tenus en 1994, propos passés sous silence, et qui sont attestées par les archives déposées par le commissaire.

Delarue raconte que, fin mars ou tout début avril 1965, Soustelle fait parvenir à un homme politique dont il avait été proche, dans l'entourage du général de Gaulle, un renseignement qui a été transmis à la brigade anti-OAS. Il s'agissait de prendre contact avec un homme résidant sur la Côte d'Azur. Cet homme

avait été au courant de l'affaire du mont Faron, en connaissait les auteurs et était en mesure de renseigner les services de police. Le nom, l'adresse et les fonctions de ce personnage, parfaitement inconnu jusqu'à l'heure, étaient donnés.

Le contact est alors interrogé discrètement. Il donne à un collègue de Delarue, sans doute l'inspecteur Pouzol, tous les

renseignements nécessaires pour élucider l'attentat du mont Faron « sur lequel nous n'avions pratiquement rien » précise Delarue. Les services de police peuvent ainsi reconstituer le processus de décision, à Rome, et le processus d'action installé en France. La tentative d'attentat, la dernière contre le Général est déjouée, ses acteurs sont interpellés et les organisateurs de l'opération du mont-Faron sont arrêtés, pour une partie d'entre eux en mai de la même année, puis jugés en février 1966.

Le Général voyage dans l'ouest de la France du 19 au 23 mai. Il sera en Vendée le 19 mais ne se recueillera pas sur la tombe de Georges Clémenceau, par précaution sans doute...

On peut donc dire [...] que Soustelle a sauvé la vie de De Gaulle. [...] Soustelle nous avait donné l'ultime clef ; il nous avait appris la participation aux attentats de gens que nous n'aurions jamais soupçonnés et provoqué ainsi leur mise hors d'état de nuire.¹⁴³

La confiance du Pont-de-Chazey

En 1969, jeune journaliste, j'avais un maître qui m'apprenait le métier sur le terrain¹⁴⁴ : le journaliste Henri Bailly (qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme des renseignements généraux). Il m'a fait rencontrer tout ce que Lyon comptait de personnages respectés et souvent respectables, fréquentables mais aussi sulfureux, élites et marginaux de tout bord.

À cette époque, pour Bailly et moi, Jeannot Augé, le « parrain » lyonnais finalement « descendu » à Lyon Plage, était aussi important que l'avocat Joannès Ambre, l'ami de François Mitterrand ; le cardinal Gerlier, Primat des Gaules, valait bien les « frères » de la grande loge Eugène Varin qui chantaient en chœur « Vive la République ! À bas la calotte ! » Ils étaient des sources, devenues souvent amies, et les sources se trouvaient

partout, dans les salons dorés, les arrières salles des bistrots lyonnais comme dans les bordels clandestins. J'écoutais et remplissais mon carnet d'adresses et de contacts.

C'est ainsi que je fus convié à partager quelques réunions de « travail » chez une Mère lyonnaise ou des environs, avec Jacques Soustelle immanquablement flanqué de Charles Béraudier, son fidèle compagnon et serviteur politique, des anciens résistants, Louis Rigal et Jean Miriot, et Henri Bailly. Une bonne dizaine d'années auparavant, Roger Frey, qui avait été délégué du RPF dans la région et élu au conseil municipal de Lyon en 1952, se joignait à ce petit groupe. Il lui arriva parfois de lui faire des visites anonymes dans la période d'après 1962.

La scène se passe un jour de semaine à l'automne 1969 – je la date ainsi parce que Jacques Soustelle préparait le lancement de son mouvement politique Progrès et Liberté –, au restaurant de la Mère Jacquet au Pont-de-Chazey (Ain), le fief de Bailly, à quelques encablures de Lyon. Il fait beau. On a écrit et dit que Soustelle n'aimait pas les banquets. Peut-être ! Mais il apprécie les bons repas en petit comité. Les grenouilles de la Mère sont de ceux-là. La conversation, empreinte d'une certaine nostalgie, qui a le mérite de faire mon éducation, roule sur les premiers mois de la présidence Pompidou, sur le devenir de la France, sur quelques savoureuses anecdotes lyonnaises qui n'apportent rien au récit, sur la naissance du Grand Lyon... les erreurs du passé sont disséquées. Après les réflexions d'actualité, la tablée se met à refaire le monde, à réécrire l'histoire, lorsque Bailly, bourru et bougon comme à son habitude, lance en parlant du Général : « Mais pourquoi ne l'avez-vous pas mis hors d'état de nuire ? »

Jacques Soustelle regarde Béraudier qui croise les yeux de Miriot, de Rigal, redevient grave et soucieux. Il reprend sa voix

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

moins joueur, provoque et cultive son martyr. Certes, il souffre de l'exil mais l'endure avec passion.

Si l'écriture occupe l'essentiel de son temps, l'action et les tribunes lui manquent. En d'autres temps et d'autres circonstances, il aurait pu, comme Georges Bidault, franchir l'Atlantique et attendre le dénouement, il serait volontiers retourné voir ses chers Aztèques, mais ce serait désertier et s'avouer vaincu. Impossible. Ce qu'il craint par-dessus tout, ce n'est pas tant le pouvoir, ce n'est pas tant de Gaulle, ce qu'il redoute ce sont les coups tordus des officines qui gravitent et font du zèle autour et pour le compte du régime, ce sont les barbouzes de Bitterlin et les commandos du FLN. Comme il rode en Europe, tout autour de la France, il n'a qu'une idée en tête : rentrer à Paris ou Lyon, blanchi et la tête haute. Sans parler du fait que la vie de chevalier errant est coûteuse, moralement et financièrement, même si, depuis maintenant près de sept ans, ses amis le soutiennent.

Que dire également du rôle des médias ? La majorité d'entre eux épouse en toute bonne foi la thèse officielle et véhicule sur Jacques Soustelle des informations judiciaires ou politiques fournies par le pouvoir en place, par un ministère de l'Intérieur qui manipule, par des élus revanchards, par une Cour de sûreté et une Justice aux ordres. L'ORTF, par exemple, voit encore les titres de ses journaux dictés par le ministère de l'Information et Jacques Soustelle, qui avait exercé ce même pouvoir, n'a pas les moyens de s'en offusquer. Dans l'ambiance du moment, les journalistes n'ont malheureusement guère les moyens de vérifier ce que leurs sources leur servent. En revanche, une frange puissante d'entre eux, en raison de la notoriété de leurs médias, colporte des ragots et de rumeurs. Les plus engagés ont construit

de toutes pièces une « histoire Soustelle », une « légende noire » qui convient uniquement à leur conscience ou à leurs espérances, comme celle de sa participation à l'attentat du Petit-Clamart.

C'est alors que survient la « révolution » de mai 1968. Georges Pompidou gère tant bien que mal la crise mais le pouvoir chancelle, Mitterrand et Mendès France offrent leurs services à la France, le général de Gaulle disparaît même de la scène publique pour une escapade auprès du général Massu à Baden Baden. Les élections qui suivent, fin juin, donnent une ample victoire aux gaullistes, l'ORTF est épurée, le ministre de l'Éducation nationale, Alain Peyrefitte paie sa gestion de la crise étudiante et, en juillet, est remplacé, Pompidou cède sa place à Maurice Couve de Murville. Plus rien n'est comme avant et, en dépit de son succès dans les urnes, le général de Gaulle s'avance lentement vers la sortie.

Georges Bidault, fatigué, vieilli, choisit le 8 juin 1968 pour rentrer en France. Il n'attend pas le feu vert d'un pouvoir « qui n'existe plus » et qui, pour le moins, a bien d'autres préoccupations. Jacques Soustelle se « réjouit du retour de cet illustre exilé en France » mais fait une analyse différente : son retour sur le sol de la patrie serait au mieux mal interprété, au pire passerait inaperçu dans ce tohu-bohu, et de ceci il ne veut pas. Il précise donc ses intentions : « Si je désire ardemment revenir le plus vite possible, c'est seulement à la condition que mon activité politique future ne soit pas compromise¹⁴⁶. » Il retarde également son retour pour l'orchestrer en même temps que la parution de son livre *Vingt-huit ans de gaullisme* programmée le 6 novembre. Or, ce livre est une nouvelle condamnation féroce de l'action du De Gaulle d'après 1958 et

un acte politique destiné à démontrer qu'il est toujours « vivant ».

Le 24 octobre 1968, il quitte Lausanne en compagnie de son ami et avocat Jean Franken pour Paris, où il sait que les caméras et les micros du monde l'attendent. Yvonne Kreicher a d'ailleurs préparé pour lui une interview sur les ondes de Radio Luxembourg. À sa descente de l'avion, à Orly, tout sourire, il retrouve son épouse Georgette et les proches venus l'accueillir. Le soir, ses amis, ses fidèles, sont réunis à la Maison de l'Amérique latine : tout un symbole. Il y a là, bien évidemment, Pierre Guillain de Bénouville, Yvonne Kreicher, Charles Béraudier, le trépied sur lequel il a pu compter, non seulement pendant ses longues années d'exil mais aussi tout au long de sa carrière. Georges Bidault est venu saluer ce compagnon d'infortune, comme René Dumont, Serge Missoffe, un spécialiste des Cours de Justice et des tribunaux militaires, l'ancien ministre Maurice Bourgès-Maunoury qui n'a pas oublié son collègue. Le colonel Passy, qui a quitté les services spéciaux depuis 1946 et ne fait pas de politique, est venu embrasser l'ami et le parrain de son fils. Roland Laudenbach, Pascal Arrighi, Robert Abdesselem sont là, avec beaucoup d'autres. Ce n'est pas une réunion publique au sens où on l'entend, même si Jean-Raymond Tournoux, qui collabore à *Paris Match* et au *Progrès* de Lyon, Philippe Tesson, de *Combat*, ou Jean Ferniot sont présents. C'est une réunion de retrouvailles entre amis, c'est également une réunion de nostalgiques.

Comme l'avait organisé Yvonne Kreicher, il donne également son interview à Radio Luxembourg. Il ne souhaite pas parler de politique, il réserve cette question du bilan et de l'avenir de la France gaulliste pour la tournée des médias qu'il ne manquera pas de faire en novembre. Il confie tout de même au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

au physique qui en impose, élégant mais strict sur les codes vestimentaires de son époque, d'une grande courtoisie, s'il a quelques aventures, il n'est pas pour autant un Dom Juan. Ce qui attire chez lui, ce sont son esprit, son aisance à rendre simples les situations les plus complexes, ses certitudes transformées en évidence. La cohabitation féminine est loin d'être assurée. Si Georgette et Yvonne savent se partager le grand homme, c'est plus délicat avec Myriam.

Depuis 1931, Georgette, l'épouse, vit avec son mari une fusion intellectuelle et politique. Elle partage toutes ses aventures humaines et historiques jusqu'à son retour d'exil et elle lui restera fidèle jusqu'à la mort. Elle connaît et ne souffre pas de la présence de la dévouée Yvonne Kreicher qui est bien plus qu'une assistante, bien davantage qu'une collaboratrice. Celle-ci participe quotidiennement à la réflexion et à l'action de son patron dans les différentes fonctions qu'il exerce. Elle est le bras droit de Jacques Soustelle et, en quelque sorte, le fondé de pouvoir de sa pensée. L'intrusion de Myriam de La Croix bouleverse cet ordre savamment dosé. Cette dernière veut se faire l'inspiratrice et la nouvelle compagne des dernières années du politique et du savant. Elle cherche à briller à ses côtés, que ce soit à la mairie de Lyon, où elle ne comprend pas la situation, dans les affaires commerciales pour lesquelles elle n'a guère de dispositions, dans l'ombre de l'académicien dont le mérite ne revient qu'à lui seul.

Soustelle, lui, est tout à la transmission de son savoir et de ses convictions, ce qui provoque parfois des heurts. À la fin de l'année 1971, le 2 décembre, il est victime d'une agression musclée au sein même de l'Université de Caen où il est venu donner une conférence sur Israël, à l'invitation du Cercle

d'études internationales. Deux cents manifestants d'extrême gauche réussissent à faire annuler la conférence et une cinquantaine d'entre eux, casqués, masqués, armés de barres de fer ou de gourdins le « kidnappent » une petite demi-heure. Dans la bousculade qui suit son « évasion », Jacques Soustelle est frappé à la tête, blessé, il doit être transporté à l'hôpital. Six personnes seront arrêtées et inculpées, deux professeurs et quatre étudiants, et condamnées à des peines avec sursis. Son nom suscite donc toujours des réactions plus ou moins violentes. C'est ainsi que son élection, en octobre de la même année, à la présidence de la Ligue Rhône-Alpes contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) provoque des remous et même une démission. Peut-être a-t-on oublié que Jacques Soustelle s'est présenté avec l'accord de Pierre Bloch, le président national, et qu'il est membre de cette association de défense depuis 1932 ?

Les prochaines élections législatives de mars 1973 le stimulent, l'envie de réussir son retour à l'Assemblée le met en joie. Comme prévu, il est candidat à Lyon, dans « sa » troisième circonscription de la Croix-Rousse. Il y mène une bonne campagne, soutenue par ses amis municipaux. Cette fois, il n'a plus besoin de 45 tours, il bat le pavé, grimpe les pentes de la célèbre colline et serre des mains, il retrouve face à lui le néogaulliste Édouard Charret – qu'il avait contribué à promouvoir en son temps. Charret est un gaulliste béat et, de plus, momentanément en indécatesse avec son électorat car impliqué dans des activités nocturnes peu recommandables. En ballottage très favorable dès le premier tour (le 4 mars), Jacques Soustelle l'emporte au second (le 11 mars) avec cinq mille voix d'avance sur le candidat de l'Union de la gauche démocratique et sociale. L'UDR, qui s'était maintenue, est balayé.

Il fait enfin son retour au Parlement, d'abord au banc des non-inscrits puis, un an plus tard, au groupe des Réformateurs, centristes et démocrates sociaux (RCDS). Il est particulièrement actif, productif et aussi éclectique. Il est membre de plusieurs commissions, celles des lois constitutionnelles et de l'administration générale de la République, des affaires étrangères, du projet de loi portant amnistie, autant de conclave où il ne fait pas de la figuration car ses expériences et sa volonté de corriger les dérives du régime s'expriment de façon toujours aussi pédagogique. Il propose un projet de loi sur la lutte contre le racisme et multiplie les questions orales comme les questions au gouvernement, les rapports, les propositions de résolutions. Il participe à tous les grands débats du moment: sur l'interruption volontaire de grossesse, alors que les centristes sont divisés, il soutient ardemment et avec méthode la position de Simone Veil, sur les projets de loi portant sur le code électoral ou sur la radio et la télévision, il estime avoir l'expertise pour parler et il prend position, sur l'amnistie ou l'indemnisation des rapatriés. Il s'implique avec passion également sur l'éducation nationale où le professeur a des idées à faire partager, le VII^e Plan, les problèmes de l'énergie qu'il a eus à connaître au Sahara, la politique urbaine, les lois de finances, le commerce et l'artisanat, etc.

C'est en boulimique qu'il embrasse ce nouveau mandat, cette résurrection politique. Parallèlement il s'active au sein de France-Israël qu'il a fondé, en 1956, avec le général Koenig et André Monteil; il voyage en Israël mais aussi dans la Chine de Mao et la Corée du Nord avec des délégations de parlementaires.

Quand, à la suite du décès de Georges Pompidou, se présente l'élection de son successeur, les 5 et 19 mai 1974,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Heureux mais pas sourd, le nouvel académicien entend parfaitement les bruits venus de l'extérieur et les attaques de ses détracteurs qui lui reprochent encore, pêle-mêle, son soutien à Israël, ses positions sur l'Afrique du Sud, ses dérives droitières, son anticommunisme persévérant et ses mauvaises affaires. « Il épouse des causes moins pures », affirment certains.

La relation de Jacques Soustelle avec Israël date de 1932, une époque où l'État n'existait pas encore. Ami de Menahem Begin depuis 1942, il partage une grande partie de ses analyses et la démarche de celui qui deviendra Premier ministre, homme de la droite israélienne. En 1956, il a créé l'Alliance France-Israël avec Koenig, en 1968, écrit *La longue marche d'Israël* qui prend la défense de la politique israélienne et donc le contrepied de celle du général de Gaulle. Il est opposé à certaines options palestiniennes au motif de son aversion pour l'islamisme radical qui pointe déjà et pour l'entrisme que pratique le communisme. Enfin, il a des amis influents au sein de l'Irgoun, un réseau d'anciens combattants encore influent dans la vie politique du pays.

Au sujet de l'Afrique du Sud – sa passion de fin de vie – et ses réflexions sur l'*apartheid*, ses contempteurs ne veulent retenir qu'un extrait de sa déclaration à Radio Pretoria dans laquelle il recommande aux Sud-Africains de ne pas opter pour une « solution algérienne ». Les commentateurs les moins virulents ont voulu y voir une affinité entre le descendant des camisards et les rigides calvinistes afrikaners. Soustelle compare les conditions des Noirs dans le sud des États-Unis à celles de ceux d'Afrique du Sud, il apprécie l'indépendance du Transkei ou le bantoustan du Bophuthatswana. L'ethnologue et le politique qu'est Soustelle mélange souvent les rôles et les réflexions, c'est pourquoi ses recommandations, ses

explications sur les mécanismes qui ont conduit à l'*apartheid* et ses propositions sur les modifications nécessaires sont pour le moins surprenantes. Il en est souvent encore à son idéal mexicain, une société métissée.

Toutefois, on ne lui reconnaît pas la justesse de ses analyses sur le soviétisme et sur le communisme qu'il a martelées depuis les années 1930, chaque fois qu'il pouvait en saisir l'occasion – et Dieu sait s'il fut à l'affût, que ce soit pendant la résistance ou à la libération, à la création de la IV^e République ou pendant les événements d'Algérie – mais on y a souvent interprété, dans un amalgame douteux, une pensée d'extrême droite. En 1985, il a tout de même le plaisir de voir l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, l'effondrement du communisme partout dans le monde et, le 9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin.

Évidemment pour certains, cet homme de l'ombre ne pouvait qu'être financé par la secte Moon. Cet homme d'« extrême droite » ne pouvait qu'être l'ami des dictateurs comme ce général Alfredo Stroessner, président sanguinaire du Paraguay pendant trente-cinq ans. C'était oublier un peu vite que le dictateur en question avait été soutenu par les États-Unis jusqu'à ce qu'il ne leur soit plus utile et que le général de Gaulle lui avait accordé un brevet de respectabilité en lui rendant une visite officielle. C'était aussi oublier un peu vite que la France commerçait avec cet État, y compris sous les présidents Giscard et Mitterrand. Mais c'était surtout l'occasion de faire un mélange entre un coup d'État dit « démocratique », un règlement de compte politique et des mauvaises affaires attribuées à Soustelle.

Le Paraguay : une épine dans le pied

En 1973, Jacques Soustelle fait la connaissance, par l'intermédiaire de Myriam de La Croix dit-on, d'un dénommé Michel Fradin de notoriété respectable. Cet homme fait des affaires à l'international au travers d'une société, la SEPRI (Société d'études pour les relations internationales) : il met en relations des grandes entreprises françaises avec des États, leur permettant ainsi d'obtenir des marchés de grands travaux. Il souhaite se développer dans deux zones, l'Amérique latine puis l'Afrique australe, régions du monde où Soustelle a des réseaux au plus haut niveau. Le député d'alors est-il en confiance, est-il naïf, cède-t-il à l'affectueuse pression de la personne qui lui a présenté Monsieur Fradin ? Une chose est certaine, Soustelle excelle en politique mais il n'est ni un homme d'affaires ni un homme d'argent, sa vie l'a toujours démontré. Toujours est-il qu'il accepte de devenir le président « carte de visite » de la SEPRI, gérée, officiellement, par sa gérante, Myriam de La Croix et, dans les faits, par Michel Fradin. Dans un premier temps, les affaires semblent tourner normalement, Soustelle multiplie les contacts, les lettres de recommandation, il ouvre les portes et Fradin travaille sur le suivi des chantiers.

Preuve de sa bonne santé, la société s'installe dans 300 m² de bureaux boulevard Saint-Germain. Un consortium d'entreprises, le Bureau central pour l'équipement d'outre-mer (BCEOM) voit le jour avec, comme tête, la banque Worms, et la participation de l'État français dans le capital. Un gros projet prend corps, celui de construire une cimenterie au Paraguay, capable de produire 800 000 tonnes de ciment par an. D'autres projets sont encore dans les cartons : une raffinerie de pétrole, des silos, une voie ferrée. Mais avant, il faut réaliser le premier chantier qui connaît du retard, des impayés de l'État paraguayen. Ni Michel Fradin ni Myriam de La Croix ne

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Le 15 septembre 1958, des membres de la Fédération de France du FLN attentent à la vie de Jacques Soustelle qui s'en sort miraculeusement.

© akg-images



Jacques Soustelle, légèrement blessé au front après l'attentat perpétré contre lui, avenue de Friedland.

© Collection Jacques Soustelle



Rillieux-La-Pape. Partie de boules lyonnaises entre Jacques Soustelle et Charles Béraudier dans la cour du château de la famille Brosset.

© Collection Jacques Soustelle

Cher ami,

Je ne pourrai pas vous appeler le 20
comme prévu. Sauf contre-ordre de votre
part, je vous appellerai le 19, même heure,
même endroit.

Je vous signale qu'il y a dans votre ville
un garçon de premier ordre, nommé ECOMGF-
QBAYGPAX, qui occupait antérieurement un
poste important dans le pays où j'ai été
le patron. Il doit être à la ci au
était M. (qui est mort à Paris). Vos
pouvez le voir de ma part.

Bien cordialement à vos

J.

10 février 1964. Courrier codé d'exil arrivé chez le fidèle
Charles Béraudier, signé d'un simple J.

© Collection Jacques Soustelle



Jacques Soustelle en habit d'académicien. Il a été élu au fauteuil de Pierre Gaxotte le 2 juin 1883 et reçu sous la Coupole le 24 mai 1984.

© Eric Preau/Sygma/Corbis